Inauguration d'une maison pour journalistes réfugiés.

Un asile après l'exil

Sur la tête de son lit, un autocollant sur lequel on peut lire: *«Exigeons du régime castriste la libération des prisonniers politiques, et des élections libres.»* Sur l'un des murs blancs de sa chambre, un autre dit: *«Tourisme à Cuba: financement du régime totalitaire et exclusion pour les Cubains. Boycottez!»* Sur la couverture du cahier qui trône sur son petit bureau, un résumé: *«No Castro, no problem»*. Et voilà tout pour la décoration, hors quelques flacons de sent-bon et une housse de couette à rayures. Il a 27 ans, s'appelle Yoel, et fait volontiers visiter sa chambre. Pas de numéro, mais le nom d'un média «parrain»: *le Canard enchaîné*.

Détention. Ça sent le neuf. La souffrance aussi, quand Yoel raconte son arrivée à Roissy à 10 heures du matin le 26 décembre 2002. Ses cinq jours de détention, avant l'intervention salvatrice de Reporters sans frontières. Son passé de journaliste indépendant dissident qui envoyait ses informations par fax ou par téléphone à CubaNet et Radio Marti installés à Miami. Et aussi sa nouvelle vie ici, sous *«le toit»* de la Maison des journalistes dans le XVe arrondissement à Paris. Un lieu d'accueil unique au monde destiné à accueillir quinze journalistes étrangers qui ont dû fuir la Côte-d'Ivoire, le Cameroun, la Birmanie... *«pour avoir voulu exercer leur métier d'informer»*.

Ouverte en octobre, elle a été inaugurée hier par ses bienfaiteurs. Bertrand Delanoë, maire de Paris, qui a mis l'immeuble à disposition (une ancienne usine de brosses des années 30) et a d'ores et déjà promis une extension de la maison; le conseil régional d'Ile-de-France qui a aidé à sa réhabilitation; les quinze grands médias qui se sont unis pour assurer 50 % du budget de cette maison, l'autre moitié étant financée par le Fonds européen pour les réfugiés.

«Cette maison est une passerelle. Nous accueillons ces journalistes pour six mois, le temps d'obtenir le statut de réfugié», résume Danièle Ohayon, journaliste à France Info, à l'origine de cette maison avec le réalisateur indépendant Philippe Spinau. *«J'ai eu cette idée en 1999. Je voulais faire quelque chose de concret pour tous ces confrères réfugiés que j'interviewais par l'entremise de Reporters sans frontières»*, raconte-t-elle. L'électrochoc? L'histoire de Faraj, journaliste iranien, de famille modeste, qui s'était promis tout petit de devenir journaliste. Il finit par le devenir, après avoir été balayeur dans une imprimerie, puis imprimeur. Il le paya de dix ans de prison sous le shah, avant d'être torturé sous Khomeiny.

Peur des interviews. *«Je voulais accueillir ces journalistes sans moyens, au moment où ils ne peuvent plus se projeter dans l'avenir»*, résume Ohayon. Alors ici, outre le toit offert, chaque réfugié – dont Reporters sans frontières, partenaire de l'opération, s'est assuré qu'il était bien journaliste et victime de répressions dans l'exercice de son métier – bénéficie d'un bon d'achat alimentaire de 8,50 euros par jour, d'une carte Orange, de téléphone, et d'un *«maintien en forme journalistique»*: notamment en écrivant dans *l'Œil de l'exilé*, journal de la Maison des journalistes. Celui dans lequel les plus silencieux des réfugiés peuvent se raconter. Comme Marianne – un pseudo – qui craint jusqu'aux interviews par peur que son pays ne la retrouve. Comme René, venu du Cameroun, qui se terre à la vue d'une caméra, tant il craint pour la vie de son fils de six mois. Ou encore comme Souleymane, qui accepte de raconter sa fuite de Côte-d'Ivoire, mais préfère se taire sur le pays d'accueil trouvé par sa femme et son fils. Souleymane, qui, en face de son lit, a accroché un poster sur lequel est écrit en gros: *«Bye, Bye, Africa»*. ◆

CATHERINE MALLAVAL